

LE MONDE 20/01/2021

Paris, une des villes où la pollution automobile tue le plus en Europe

Avec plus de 2 500 décès prématurés par an, la capitale française est la 4^e ville d'Europe pour le nombre de victimes du dioxyde d'azote, selon une étude de « The Lancet Planetary Health ».

Par Stéphane Mandard

Voilà une nouvelle étude sur les effets de la pollution de l'air qui devrait inciter la maire (PS) de Paris, Anne Hidalgo, à accélérer son plan de sortie des véhicules thermiques, qui prévoit l'interdiction de tous les diesels dans les rues de la capitale d'ici à 2024 et des essences à l'horizon 2030. Publiée mercredi 20 janvier dans la revue *The Lancet Planetary Health*, elle place la capitale française au 4^e rang des villes européennes où la mortalité due à l'exposition au dioxyde d'azote (NO₂) est la plus importante. Le NO₂ est un gaz très toxique émis majoritairement par le trafic routier et principalement par les motorisations diesels. Les Anglo-Saxons parlent d'ailleurs de pollution automobile.

Menée par l'Institut pour la santé globale de Barcelone (ISGlobal), en collaboration avec des chercheurs de l'Institut suisse de santé publique et de l'université d'Utrecht (Pays-Bas), l'étude estime pour la première fois l'impact de la pollution de l'air sur la mortalité dans les villes. Jusqu'à présent, ce type d'évaluation se situait à l'échelle d'un pays ou d'un continent.

Les chercheurs ont analysé les données de près d'un millier de villes, dont les cinquante plus grandes pour l'année 2015. Pour la métropole parisienne, ils arrivent à 2 575 décès prématurés par an à cause d'une exposition à des taux de concentration excessifs, soit environ 7 % de la mortalité totale. Dans ce classement, rapporté au nombre d'habitants, Paris est devancée de peu par Madrid (2 380 décès), Anvers et Turin. A contrario, le top 10 des villes où les effets du NO₂ sont le moins perceptibles est constitué exclusivement de cités du nord de l'Europe, avec pour trio de tête : Tromsø (Norvège, aucun décès), Umeå (Suède, 13) et Oulu (Finlande, 18).

Brescia en tête pour les particules fines

Selon le dernier bilan de la qualité de l'air d'Airparif, en 2019, environ 500 000 Franciliens (4 %) et un Parisien sur dix étaient encore exposés à des niveaux de concentration de NO₂ supérieurs aux valeurs limites recommandées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), soit 40 microgrammes par mètre cube en moyenne annuelle. Des niveaux qui peuvent être deux fois supérieurs aux normes pour les riverains des voies de circulation les plus chargées, comme le périphérique ou l'autoroute A1.

Ces dépassements, qui concernent d'autres métropoles françaises, mais dans des proportions moins importantes, valent aujourd'hui à la France une condamnation devant la justice de l'Union européenne et au gouvernement la menace d'une lourde amende devant le Conseil d'Etat.

Les chercheurs ont également entrepris d'estimer les décès attribuables aux particules fines (PM_{2,5}, inférieures à 2,5 micromètres), issues non seulement du trafic routier, mais aussi des

activités industrielles ou du chauffage au bois. Cette fois, Paris n'apparaît qu'au 370^e rang, avec 2 822 décès imputés. En tête du classement, on retrouve deux villes de la plaine du Pô, en Italie, particulièrement touchées au début de l'épidémie de Covid-19 : Brescia et Bergame, avec respectivement 15 % et 14 % de la mortalité. Karvina, en République tchèque, complète le podium. Là aussi, sans surprise, ce sont les villes nordiques les plus préservées : à Reykjavik, Tromsø et Umeå, le nombre de morts attribuables aux PM_{2,5} tend vers zéro. Les niveaux de concentration en particules fines y sont contenus entre 3 µg/m³ et 5 µg/m³, très en deçà des normes de l'OMS (10 µg/m³), quand ils montent à 15 µg/m³ à Paris, ou s'envolent à plus de 27 µg/m³ à Brescia.

« Revoir à la baisse les seuils de l'OMS »

Si l'ensemble des villes européennes recensées dans l'étude parvenaient à obtenir la même qualité de l'air que celui respiré par les habitants de la capitale de la Finlande, 125 000 décès prématurés liés aux PM_{2,5} et 79 000 liés au NO₂ pourraient être évités chaque année, selon les auteurs. Le gain serait moins important si les mêmes villes parvenaient à respecter les normes de l'OMS : 51 000 et 900. Ainsi, pour Paris, le respect des normes de l'OMS pour l'ensemble de sa population permettrait d'éviter 1 259 décès liés aux PM_{2,5}, mais « seulement » 185 liés au NO₂.

Ce qui fait conclure à Mark Nieuwenhuijsen, l'auteur principal de l'étude, que « la législation européenne actuelle ne protège pas suffisamment la santé », et qu'« il faut revoir à la baisse les seuils de l'OMS pour le NO₂ et les PM_{2,5}, car ils ne garantissent aucune innocuité ». Les spécialistes de l'OMS travaillent sur ce chantier. Et comme la solution ne réside pas seulement dans l'abaissement des seuils, le chercheur encourage les administrations publiques à « mettre en œuvre des politiques de planification urbaine et de transport » capables d'améliorer considérablement la qualité de l'air.

« Pour réduire la pollution due aux moteurs thermiques, nos élus doivent, au plus vite, mettre en place des mesures concrètes et ambitieuses comme une zone zéro émission », commente Vincent Bézaguet, responsable de la campagne « La Rue est à nous », gérée par l'association Alternatiba Paris, fer de lance des marches pour le climat.

Envie d'en savoir plus sur l'ère de la voiture ?

[Test gratuit](#)

Stéphane Mandard